



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Direction des affaires juridiques et institutionnelles

Affaire suivie par : BOURDET Matthieu

Téléphone : 05 61 55 66 06

daji.elections@univ-tlse3.fr

DÉCLARATION DE CANDIDATURE - PERSONNELS

Je soussigné(e), **NOM** **Prénom**
déclare me porter candidat à l'élection qui se tiendra le **mardi 24 juin 2025** en vue de
l'élection des représentants des personnels au **conseil de la MFCA**.

Personnels enseignants <i>Cocher le ou les sièges concernés</i>	Personnels BIATSS <i>Cocher le ou les sièges concernés</i>
<input type="checkbox"/> Apprentissage ; <input type="checkbox"/> Formation continue.	<input type="checkbox"/> Apprentissage ; <input type="checkbox"/> Formation continue.

Renseignements administratifs

Date de naissance : / /

Grade et corps ou type de contrat :

Affectation (composante ou service) :

Adresse complète (professionnelle ou personnelle) :
.....
.....

N° de téléphone : 📞 : _____ - _____ - _____ - _____ - _____

e-mail professionnel : @

Pièce justificative : (à compléter par le candidat)

- Carte nationale d'identité
 Passeport
 Titre de séjour
 Permis de conduire
 Carte professionnelle Université de Toulouse

Date et heure :

Signature du candidat :

Date, heure et signature du récipiendaire lors du dépôt :

Les informations recueillies sur ce formulaire sont traitées par l'Université Toulouse (UT) afin de recueillir les candidatures dans le cadre des élections de l'établissement. Elles sont collectées par le Pôle des Affaires Institutionnelles de l'UT et lui sont destinées ainsi qu'aux gestionnaires des instances de l'établissement. Elles sont conservées pendant deux mandats. La base juridique du traitement est l'intérêt légitime.
Conformément à la réglementation en matière de protection des données personnelles, vous pouvez exercer vos droits d'accès et de rectification de vos données, ainsi que vos droits à la limitation et d'opposition au traitement en contactant notre Délégué à la protection des données : dpo@univ-tlse3.fr.
Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.